

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE DE LA BOURGEOISE DE VICQUES DU 8 NOVEMBRE 2022

Présidence :	M. Gabriel Friche, Président
Secrétariat :	Mme Catherine Comte, secrétaire communale
Conseil communal :	M. Fabien Chételat, responsable des bourgeoisies
Bourgeois présents :	16 ayants-droit assistent aux débats (15 pour les points 1 à 4)
Lieu :	Centre communal de Vicques, 1 ^{er} étage
Invité :	M. Bernard Studer, bureau Rolf Eschmann SA

1. Salutations et souhaits de bienvenue

Monsieur le Président, Gabriel Friche souhaite la bienvenue aux personnes qui se sont déplacées pour cette assemblée bourgeoise, convoquée selon les règles usuelles par avis dans le Journal Officiel, convocation à domicile et affichage public. Prévue initialement en juillet déjà, elle a dû être reportée plusieurs fois afin de finaliser les dossiers à présenter. M. le Président espère que l'assemblée de ce soir permettra un aboutissement du projet de compensation des emprises de terrain du projet Scheulte. M. Gabriel Friche salue plus particulièrement M. Bernard Studer du bureau Rolf Eschmann qui assurera la présentation technique des points 5 et 6 ainsi que M. Chételat, représentant du Conseil communal.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Salutations et souhaits de bienvenue ;
2. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée bourgeoise du 27 septembre 2021 ;
3. Statuer sur la demande d'admission de M. Cédric Respinguet et de ses enfants Noé et Evan;
4. Fixer le prix des stères bourgeois pour l'année 2023 ;
5. Approuver le morcellement, l'échange et les ventes immobilières suivantes, dans le cadre du réaménagement des berges de la Scheulte :
 - a. Approuver les morcellements des parcelles 4 et 81, conformément au plan de mutation dressé par le géomètre ;
 - b. Céder à titre d'échange à la Commune de Val Terbi la parcelle 81 de 3771 m² au prix licite (Fr. 14'909.- en 2022)
 - c. Accepter à titre de contre-échange de la Commune de Val Terbi la parcelle 761 de 11'702 m² au prix licite (Fr. 26'874.- en 2022)
 - d. Accepter à titre de contre-échange de la Commune de Val Terbi la parcelle 956 de 1934 m² au prix licite (Fr. 5'584.- en 2022), pour être réunie à la parcelle 955
 - e. Accepter de verser une soulte de Fr. 17'548.95 (selon prix licite 2022) à la Commune de Val Terbi ;
 - f. Vendre à M. Jean Chappuis, une portion de 3429 m², à distraire de la parcelle 96, pour être réunie à la parcelle 97, au prix licite (Fr. 6'226.- en 2022) ;
6. Accepter de vendre à M. Pierre-André Charmillot la parcelle 631 de 5417 m² au prix licite (Fr. 13'146.- en 2022) ;
7. Informations concernant la redistribution des terres agricoles à partir de novembre 2023 ;
8. Constituer une servitude foncière sur la parcelle 369, au profit de la parcelle 449, appartenant à M. Christophe Limacher et Mme Annie Limacher née Bilat, de droit de construire à la limite nord-ouest de ladite parcelle et accepter une servitude foncière au profit de la parcelle 3039, sous la forme d'un droit de passage à pied, permettant d'accéder à la parcelle 369.
9. Communications ;
10. Divers.

2. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée bourgeoise du 27 septembre 2021

Le procès-verbal a été mis à disposition des ayants droit bourgeois au secrétariat communal ainsi que sur le site internet de la Commune. Aucune demande de complément ni de rectification n'a été adressée au secrétariat communal.

Le procès-verbal est déclaré accepté à l'unanimité.

3. Statuer sur la demande d'admission de M. Cédric Respinguet et de ses enfants Noé et Evan

M. Laurent Steulet, secrétaire de la Commission bourgeoise, donne lecture de la demande d'admission à la Bourgeoisie de M. Cédric Respinguet : « *Par ces lignes, je vous présente ma demande d'admission, ainsi que celle de mes enfants Noé et Evan au sein de la Bourgeoisie, mon épouse étant déjà bourgeoise. Voilà bientôt 47 ans que je vis à Vicques, je suis la troisième génération d'agriculteurs, et je n'espère pas la dernière, à exploiter le domaine familial sur la commune. Depuis de nombreuses années, nous louons des champs à la Bourgeoisie et les entretenons afin d'embellir notre Commune. C'est pourquoi, je vous saurais gré de bien vouloir accepter ma demande* ».

Discussion :

En complément à cette présentation, M. Georges Respinguet, oncle de l'intéressé, retrace l'histoire de la venue de la famille Respinguet à Vicques, en provenance de Courcelon au siècle passé. Cédric Respinguet est la 6^e génération à y être domiciliée. Il a repris l'exploitation de son papa André à sa retraite.

A la demande de M. Camille Friche, il est précisé que son épouse est prénommée Carole, fille de Jean-Claude et Marylène Rion, également domiciliés à Vicques. Il sera également indiqué que M. Respinguet n'est actuellement pas engagé au niveau des autorités communales (commission communale par exemple).

M. Gabriel Friche confirme à M. Bernard Lachat que M. Respinguet répond aux conditions et critères d'admission prévus par le règlement et que la Commission bourgeoise a donné un préavis favorable à cette demande. En principe, le nombre d'admission est limitée à deux par année mais il aurait été inopportun de refuser l'admission de l'un de ses enfants.

Décision : à l'unanimité, l'Assemblée accepte la demande d'admission au sein de la Bourgeoisie de Vicques de M. Cédric Respinguet et de ses enfants Noé et Evan.

4. Fixer le prix des stères bourgeois pour l'année 2023

Entrée en matière : M. Gabriel Friche

Chaque année, l'Assemblée bourgeoise doit fixer le prix de vente des stères aux bourgeois.

Pour mémoire, la coupe et le façonnage des stères sont confiés au Triage forestier du Val Terbi qui les facture à la Bourgeoisie. Le prix par stère a passé de 65.- + TVA en 2021 à 70.- + TVA en 2022. De ce fait, la commission bourgeoise avait dans l'idée de proposer initialement à l'Assemblée d'augmenter le prix de vente de Fr. 30.- à 40.- le stère. Cependant, le Triage forestier a annoncé à la Bourgeoisie à fin octobre une nouvelle augmentation à Fr. 95.- le stère + TVA pour 2023, justifiée par l'évolution du marché du bois.

En outre, le Triage demande à ce que la remise des commandes soit effectuée avant le 31 décembre pour l'année suivante.

M. Gabriel Friche ne revient pas sur le fonctionnement du Triage qui a fait l'objet d'un développement aux ayants droit lors de la précédente assemblée de septembre 2021. Il rappelle toutefois que la Bourgeoisie absorbe depuis plusieurs années la perte liée aux ventes de bois parce que sa situation financière le lui permet. Ainsi, pour 2023, la Commission propose de fixer le prix de vente aux bourgeois à Fr. 50.-. La Bourgeoisie absorbera ainsi la différence de Fr. 45.- par rapport au prix facturé par le Triage (contre 35.- actuellement)

Discussion

En réponse à la demande de M. Camille Friche, il sera indiqué que les commandes annuelles représentent une quantité totale de 250 stères environ. Si la proposition est acceptée, les charges budgétaires seront ainsi augmentées de 2500.- par rapport à 2022.

Mme [REDACTED] se désole de voir du bois de chauffage rester en forêt plusieurs mois, après attribution aux bourgeois. Certains stères, non débarrassés, sont même à la limite du pourrissement. Est-il vrai que la Bourgeoisie les récupère pour sa cabane du Pré Godat ?

M. Gabriel Friche indique que le règlement prévoit que le bois de chauffage attribué doit être retiré jusqu'à la fin du mois de septembre de chaque année et que passée cette échéance, il redevient la propriété de la Bourgeoisie. Quant à savoir si la Bourgeoisie le récupère effectivement pour le Pré Godat, cela mérite d'être vérifié. [REDACTED] regrette également que les sangles d'attaches métalliques soient délibérément laissées en forêt. M. le Président lui indique que les bourgeois seront priés de les débarrasser au moment du retrait des stères. Une remarque spécifique sera ajoutée au courrier d'attribution des stères.

Décision :

A l'unanimité, l'Assemblée bourgeoise fixe le prix de vente des stères bourgeois à Fr. 50.- pour l'année 2023.

5. Approuver le morcellement, l'échange et les ventes immobilières suivantes, dans le cadre du réaménagement des berges de la Scheulte

M. le Président cède la parole à M. Bernard Studer, géomètre officiel, pour la présentation technique du point.

Le projet de morcellement, d'échange et de vente immobilière soumis à l'approbation de l'Assemblée trouve son origine dans le projet Scheulte où la Commune a dû procéder à des emprises de terrains agricoles sur la parcelle 842, propriété de M. Amédé Charmillot et ce afin de réaliser l'aménagement du lit et des berges de la rivière. La compensation à réaliser est de 7200 m².

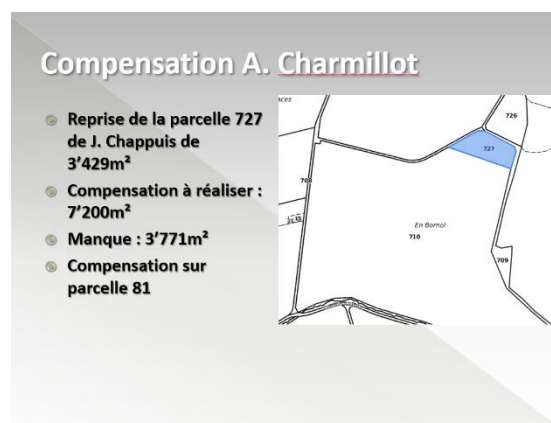
La Commune n'ayant pas la possibilité de compenser directement ces emprises à proximité, elle a fait appel à la Bourgeoisie et à M. Jean Chappuis pour agir en tant qu'intermédiaires. La Bourgeoisie est entrée en matière par sa commission bourgeoise, à condition de ne pas perdre de surfaces après les opérations.

Les parcelles concernées par les différentes opérations sont les suivantes :

Commune : Parcelles 956 et 761

Bourgeoisie : Parcelle 81, 4, 96

Jean Chappuis : Parcelle 97



Dans le projet envisagé, l'emprise de 7200 m² réalisée pour le projet Scheulte est compensée à M. Amédé Charmillot par la parcelle 727 de 3429 m² et par la parcelle 81 dont les limites seront redéfinies pour obtenir un solde de 3771 m².

La Bourgeoisie deviendrait propriétaire des parcelles 761 et 956.

M. Jean Chappuis retrouverait les surfaces perdues en achetant une portion de 3429 m² de la parcelle 96 pour être réunie à sa parcelle 97.



Tous les échanges, contre-échanges et vente seraient réalisés au prix licite, déterminé par la Fondation rurale interjurassienne, ce qui conduit à la soulte décrite ci-après

Commune > Bourgeoisie			Bourgeoisie > Commune		
Parcelle	Surface	Valeur	Parcelle	Surface	Valeur
761	11'702m ²	26'874 fr.	81	3'771m ²	14'909 fr.
956	1'934m ²	5'584 fr.			
Total		32'458 fr.	Total		14'909 fr.
Soulte		17'549 fr.			

Afin que la Bourgeoisie ne perde pas de surfaces au final, elle deviendrait propriétaire des parcelles 761 et 956. Dans le calcul, il a été tenu compte, de manière anticipée, de l'éventuelle vente de la parcelle 631 à M. Pierre-André Charmillot (cf. point 6 de l'ordre du jour). En effet, la Commune souhaite faire l'acquisition des portions des parcelles 637 et 638 de la zone artisanale à M. Charmillot. Ce dernier est entré en matière à condition qu'il soit en mesure de pouvoir acquérir, à titre de contrepartie des surfaces exploitables pour l'agriculture. La Commune a là aussi demandé le concours de la Bourgeoisie pour faciliter la transaction.

Ainsi, le bilan final serait le suivant :

Cessions de la Bourgeoisie

Portion de 81	Commune	3'771m ²
Parcelle 631	P.-A. Charmillot	5'417m ²
Portion de 96	J. Chappuis	3'429m ²
Total		12'617m²

Reprise par la Bourgeoisie

Parcelle 761	Commune	11'702m ²
Parcelle 956	Commune	1'934m ²
Total		13'636m²

Hormis une demande de précision sollicitée par M. Jean-Luc Charmillot, la discussion n'est pas demandée.

Décision :

L'Assemblée bourgeoise, par 14 oui, 0 non et 2 absentions, approuve le morcellement, l'échange les ventes immobilières suivantes, dans le cadre du réaménagement des berges de la Scheulte en

- a. Approuvant les morcellements des parcelles 4 et 81, conformément au plan de mutation dressé par le géomètre ;
- b. Cédant à titre d'échange à la Commune de Val Terbi la parcelle 81 de 3771 m² au prix licite (*Fr. 14'909.- en 2022*) ;
- c. Acceptant à titre de contre-échange de la Commune de Val Terbi la parcelle 761 de 11'702 m² au prix licite (*Fr. 26'874.- en 2022*) ;
- d. Acceptant à titre de contre-échange de la Commune de Val Terbi la parcelle 956 de 1934 m² au prix licite (*Fr. 5'584.- en 2022*), pour être réunie à la parcelle 955 ;
- e. Acceptant de verser une soulte de Fr. 17'548.95 (selon prix licite 2022) à la Commune de Val Terbi ;
- f. Vendant à M. Jean Chappuis, une portion de 3429 m², à distraire de la parcelle 96, pour être réunie à la parcelle 97, au prix licite (*Fr. 6'226.- en 2022*).

6. Accepter de vendre à M. Pierre-André Charmillot la parcelle 631 de 5417 m² au prix licite

Le sujet a fait l'objet d'une présentation technique par M. Studer au bureau Rolf Eschmann en lien avec le point 5 de l'ordre du jour.

En effet, la Commune souhaite faire l'acquisition des portions des parcelles 637 et 638 de la zone artisanale à M. Charmillot. Ce dernier est entré en matière à condition qu'il soit en mesure de pouvoir acquérir, à titre de contrepartie des surfaces exploitables pour l'agriculture. Le concours de la Bourgeoisie a été demandé pour permettre cette compensation.

Il s'agirait pour la bourgeoisie de consentir à vendre à M. Charmillot la parcelle 631 au prix licite calculé par la Fondation rurale interjurassienne (*Fr. 13'146.- en 2022*).

La discussion n'est pas demandée.

Décision :

L'Assemblée bourgeoise accepte, par un vote à main levée, par 14 oui, 0 non et 2 abstentions de vendre à M. Pierre-André Charmillot la parcelle 631 de 5417 m² au prix licite.

7. Informations concernant la redistribution des terres agricoles à partir de novembre 2023

M. Fabien Chételat, conseiller communal en charge des Bourgeoisies indique que les travaux de redistribution des terres agricoles, initiés en 2020 déjà sont à bout touchant. Le projet d'attribution a été présenté à tous les agriculteurs du village et a reçu un accueil favorable avec un degré de satisfaction cependant nuancé d'un agriculteur à l'autre ; alors que certains sont contents, d'autres le sont un peu moins.

Les fermages ont été réévalués avec le soutien du Service de l'économie rurale qui s'est basé sur un nouveau guide pour le calcul des prix. Des réductions de prix ont été accordées pour les pâturages pour lesquels des difficultés d'approvisionnement en eau sont présentes. Au final, les recettes de location augmenteront pour la Bourgeoisie.

Les baux actuels ont été dénoncés pour le 31 octobre 2023 et de nouveaux contrats pourront être établis à partir du 1^{er} novembre 2023.

M. Fabien Chételat remercie toutes les personnes qui ont participé à ce dossier, en particulier les membres de la Commission bourgeoise, le groupe de travail formé de MM. Michel Brahier et Jean-Louis Chételat, les représentants du Service de l'économie rurale et bien sûr les agriculteurs.

Discussion :

M. [REDACTED] demande ce qui influence le degré de satisfaction des agriculteurs. Les surfaces attribuées ? Un sentiment d'inégalité de traitement ?

M. Fabien Chételat reste évasif dans sa réponse mais indique que les deux éléments sont vraisemblables. Un rééquilibrage a été opéré ; certains agriculteurs en ressortent gagnants et d'autres non.

8. Constituer une servitude foncière sur la parcelle 369, au profit de la parcelle 449, appartenant à M. Christophe Limacher et Mme Annie Limacher née Bilat, de droit de construire à la limite nord-ouest de ladite parcelle et accepter une servitude foncière au profit de la parcelle 3039, sous la forme d'un droit de passage à pied, permettant d'accéder à la parcelle 369

M. et Mme Limacher sont devenus propriétaires de la parcelle 449, en Geneveret. Ils projettent de construire un abri couvert avec la pose de deux poteaux en limite Ouest de leur parcelle.

Actuellement, un cheminement piétonnier existe entre les deux parcelles voisines appartenant à la Bourgeoisie : la parcelle 369 sur laquelle se situe la fontaine et la parcelle 3039 qui accueille la place de jeux de Geneveret. Aucune servitude n'est toutefois inscrite au registre foncier.

La Commission bourgeoise est favorable à accorder à M. et Mme Limacher le droit de construire en limite de parcelle mais souhaite qu'une servitude soit constituée officiellement afin de garantir le passage à pied entre les parcelles 369 et 3039.

La discussion n'est pas demandée.

Décision :

Par un vote à main levée, à l'unanimité, l'assemblée bourgeoise accepte la constitution des servitudes précitées.

9. Divers

- Mme Dominique Rudolf, présidente de la Commission bourgeoise, informe l'assemblée que la **vente des sapins de Noël** aura lieu au Tritout le 10 décembre prochain. Il s'agira probablement de la dernière vente. La parcelle n'ayant pas été entretenue ces dernières années, la sapinière est vouée à disparaître. La parcelle sera vraisemblablement réaffectée à l'agricole.
- M. [REDACTED] signale que le **sentier groisé situé dans le secteur de la Combe**, à proximité de l'ancien rucher « Lachat », mériterait une réfection. M. Gabriel Friche lui indique qu'un entretien a été réalisé à deux reprises ces dernières années par le groupement des scouts, sous supervision de la voirie communale. Un nouvel entretien en 2023 pourrait ainsi être prévu.
- M. [REDACTED] fait remarquer que le **banc public** situé sur la place de parc du **terrain de football** est difficilement accessible pour les personnes à mobilité réduite, en particulier les résidents du Home des Pins. L'aménagement d'un passage serait le bienvenu.
- M. [REDACTED] constate que les **vitrages des abris postaux** sont très sales. Un déficit d'entretien par le personnel communal est manifeste. La remarque sera relayée au Conseil communal.
- M. [REDACTED] demande l'intervention de la Bourgeoisie pour la remise en état du **site « Pierre à Monnie »**. La Bourgeoisie avait concédé il y a quelques années un droit de superficie en faveur de M. Alain Schaller. Le chalet situé sur la parcelle avait été par la suite détruit par un incendie. Aujourd'hui, les écoulements et la fosse septique sont encore présents sur le site qui est en lisière de forêt. De plus, depuis quelques semaines un ancien tracteur y est garé.
- Mme [REDACTED] relève que le **terrain de football est fortement éclairé**, parfois même de jour ou lorsque les terrains de jeux ne sont pas utilisés. Alors que l'on est en période où chacun est invité à économiser l'énergie, la pratique est contestée. Elle relève également que la réverbération sur les habitations voisines est très forte et dérangeante. M. Fabien Chételat transmettra cette remarque au Conseil communal.
- M. [REDACTED] demande à être renseigné sur la propriété du **chemin** situé devant la maison de M. [REDACTED] au **Creux** car celui-ci est très souvent occupée par des véhicules privés, rendant toute circulation impossible. Cette parcelle semble être la propriété de la Bourgeoisie ; le cas échéant, contact sera pris avec le propriétaire.
- M. [REDACTED] s'interroge sur l'**avenir des fermes bourgeoises**, en particulier celle située « Sur Moton ». Il souhaiterait pouvoir connaître les recettes et dépenses sur les dix dernières années afin de juger de sa viabilité financière. Mme Dominique Rudolf lui indique que la Commission bourgeoise a déjà pris l'engagement de traiter ce dossier au début 2023 ; elle évaluera en particulier si un droit de superficie pourrait être accordé à l'exploitant.

Comme la parole n'est plus demandée, M. le Président lève la séance à 20h30 en souhaitant à chacun un bon retour à domicile.

Vicques, le 7 novembre 2022

AU NOM DE L'ASSEMBLEE BOURGEOISE

Gabriel Friche
Président

Catherine Comte
Secrétaire